



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ni-Marx-ni-Keynes-ni-Friedman>

# Ni Marx, ni Keynes, ni Friedman

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 789 - mai 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 28 octobre 2008

Date de parution : mai 1981

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Voici un article qu'un de nos lecteurs a proposé au journal « Le Monde », où, d'après André Fontaine, il allait être accepté... Las... les économistes de cet estimable journal sont intervenus, pour s'y opposer. Ce qui n'a pas empêché P. Drouin, dans son article du 3 mars dernier, d'en « piquer » une des idées essentielles...**

Il y a une évidence tellement aveuglante que personne ne semble la voir, c'est que l'entrée dans l'ère de l'informatique est incompatible avec le maintien de l'économie de marché, sous peine de réduire la plus grande partie de l'humanité au chômage.

Il est clair que l'introduction d'une technologie qui tend à remplacer le travail humain par des artefacts ne peut qu'écarter du marché de l'emploi ceux qui n'ont rien d'autre à offrir. À changer que leur force de travail. Ce n'est pas la technologie et l'informatique qui sont en cause mais le cadre économique et social dans lequel elles sont mises en oeuvre.

Préciser, pour sortir de la crise, comme le font J.J.S.S. et des politiciens de tous bords, l'alignement sur le modèle de développement japonais et la course à l'informatisation, sans mettre en question les rapports de production, c'est une inconséquence qui confine au crétinisme.

On objectera à cette façon de voir que dans le passé, les révolutions technologiques non seulement n'ont pas réduit l'emploi mais ont contribué à le faire augmenter.

C'est raisonner superficiellement et par fausses analogies. Tout d'abord les gains de productivité obtenus par la révolution industrielle étaient sans commune mesure avec ceux de la révolution informatique qui tend à éliminer radicalement l'intervention humaine du processus de la production.

La différence fondamentale des deux périodes est cependant ailleurs : les révolutions technologiques du passé s'accompagnaient d'une expansion considérable du champ et du volume de la production, ce qui compensait au plan de l'emploi, les compressions d'effectifs résultant des progrès de la productivité.

Au surplus, l'innovation technologique était réservée à une minorité de pays privilégiés qui tiraient part de leur supériorité technique pour mettre en coupe réglée les pays sous-développés. Les profits de l'impérialisme permettaient aux métropoles de subventionner une multitude d'emplois parasites (les fameux services) qui servaient à éponger les forces de travail en surnombre.

La situation globale n'est plus la même à partir du moment où, d'une part, l'expansion se heurte aux limites physiques de la croissance et atteint un seuil à partir duquel elle devient destructrice et où, d'autre part, l'affectation des capitaux tend à s'internationaliser.

A partir de ce moment, les effets négatifs du progrès technologique sur le plan de l'emploi se font sentir à plein, sans compensation au niveau de la production et sans discrimination au plan géographique.

Tous les pays se trouvent désormais logés à la même enseigne et la relation entre gains de productivité et marginalisation des forces de travail s'affirme inéluctablement. L'inégalité des rémunérations joue même en faveur de Tiers-Monde qui attire les industries à forte composante de main-d'oeuvre. Le Tiers-Monde n'en reste pas moins le plus touché par le sous-emploi. Les taux de chômage sont en train de rattraper ceux de la grande dépression des années 30 : 20 à 40 % dans les pays en voie de développement (Amérique latine, Asie du Sud-Est, Turquie, Égypte, Nigéria, etc.), 8 à 12% dans les pays développés.

L'internationalisation du marché a pour effet d'aggraver les confrontations et les déséquilibres du système et de rendre inopérantes les politiques nationales de relance d'inspiration keynésienne qui servaient naguère de palliatifs provisoires à la crise endémique du capitalisme. Elle interdit aussi des aménagements de caractère institutionnel comme la réduction de la durée du travail puisque les États qui y auraient recours subiraient un handicap par rapport à ceux qui les refusent.

Le dysfonctionnement du système est devenu tel que même en période de prospérité, même si

l'expansion se poursuit - au prix d'une course suicidaire aux armements - le niveau de l'emploi rĂ©gresse. Les courbes de l'emploi et de l'activit  conomique sont désormais dissociées. En Europe, pour un taux de croissance de 3 à 4 %, l'O.C.D.E. prévoit une baisse de l'emploi de 1%. La signification de ce phénomène ne peut plus être éludée : même si la crise peut être différée, la tendance à l'aggravation du chômage s'avère inexorable ; elle est devenue structurelle.

Et cependant les applications de l'informatique, l'industrie des micro-processeurs, la robotique, la bureautique n'en sont qu'à leurs débuts. A la fin des années 80, il faudra un taux de croissance d'au moins 10 % simplement pour maintenir le niveau de l'emploi, ce qui est tout à fait hors de portée, compte tenu des contingences d'ordre écologique et des désajustements du cycle.

Cette impasse planétaire où s'enfoncé l'économie de marché, on aimerait que les hommes et, les partis de gauche en prennent conscience et l'inscrivent au coeur de leur réflexion et de leur stratégie pour sortir de la crise. Au lieu de quoi, on les voit s'égarer et battre la campagne du côté de Keynes ou même de Milton Friedman, discourant sur les moyens de relancer la demande ou d'améliorer la compétitivité des entreprises nationales, les contraintes du marché tant acceptées et r  v  r  es comme des vérités sacro-saintes et des réalités intangibles. Dans ces conditions, les discours de l'opposition et ceux de l'ordre établi finissent par se confondre. Le même objectif les sous-tend. Les controverses entre les partisans du néolibéralisme et ceux du néo-keyn  sisme (on pourrait parler d'un match, entre l'Ecole de Chicago et l'Ecole de Cambridge) ne portent que sur les moyens.

Marx lui-même n'est plus d'aucun secours, car il est passé à côté de la cible. S'il a repéré et dénoncé les méfaits du capitalisme, sauf en de rares et fugitives illuminations, il n'en a compris ni la nature profonde, ni le fonctionnement. Il les a même occultés sous la chape de plomb du matérialisme historique et pour avoir adopté comme point de départ de son analyse du « Capital » les thèses apologétiques de Ricardo sur la valeur-travail. Bricoleur de la dialectique, Marx est l'auteur de cette colossale b  vue qui consiste à dire que le capitalisme s'effondrera parce qu'il entrave le développement des forces productives. Alors que c'est juste le contraire qui est vrai. Loin de freiner le développement des forces productives, le capitalisme les déchaîne et les hypertrophie en même temps qu'il les télescope et les anéantit sous le double aiguillon de la concurrence et de l'innovation technologique (causalité en boucle). Car la finalité du système n'est pas de satisfaire les besoins des hommes mais d'alimenter la bataille économique que se livrent les entreprises sur le marché et qui engloutit une part sans cesse croissante du produit de la société. Jamais l'image du tonneau des Dana  s n'a été aussi appropriée. Investir pour être compétitif, autrement dit pour écraser, neutraliser, stériliser les investissements et la production des organisations concurrentes, voilà le « leitmotiv » du discours capitaliste répété « ad nauseam » par les représentants du système (1). Considérée globalement, à l'échelle de la planète, cette logique de la guerre conduit à l'intensification de l'exploitation et à la dilapidation exponentielle des ressources. Ce qui explique, soit dit en passant, qu'avec une capacité globale de production multipliée par 30 (estimation modeste), les classes et les pays privilégiés ne vivent pas beaucoup mieux qu'il y a un siècle et le reste du monde beaucoup plus mal. Un quart de l'humanité est au bord de la famine. La Société de l'An 2000 est d  j    perceptible : des cités orgueilleuses qui abritent une minorité de gestionnaires et d'e